





**ARTICLE 9** : Aucun candidat ne sera admis en salle dix (10) minutes après le début des épreuves écrites et ne pourra quitter la salle avant les soixante (60) premières minutes de la composition.

Pour les tests de niveau et les tests psychotechniques, le délai pour quitter la salle est fixé au tiers du temps de la durée des épreuves.

**ARTICLE 10** : L'administration des épreuves sportives est assurée par une commission composée d'examinateurs et de secrétaires. La présidence de cette commission est assurée par un examinateur.

**ARTICLE 11** : L'administration des épreuves orales est assurée par une commission composée d'examineurs et de secrétaires. La présidence de cette commission est assurée par le ministère bénéficiaire.

**ARTICLE 12 :** Les présidents et les examinateurs chargés de l'administration des épreuves sportives ou orales sont choisis parmi les agents publics de l'Etat occupant de préférence des emplois au moins hiérarchiquement de même niveau que ceux auxquels le concours donne accès.

**ARTICLE 13** : A la fin de l'administration des épreuves, le président de la commission d'administration dresse un procès-verbal destiné aux présidents de la commission d'anonymat et de délibération.

**ARTICLE 14** : Les opérations d'anonymat des copies sont effectuées par une commission nommée dans les mêmes conditions que celle chargée de l'administration des épreuves. A l'exception de son président, la commission d'anonymat cesse fonction dès la fin des opérations. Ses membres sont tenus de garder le secret de l'anonymat.

Le Président a la responsabilité de conserver les codes d'anonymat et est lié par le secret de délibération.

**ARTICLE 15 :** La correction des épreuves écrites, le dépouillement des copies corrigées, le relevé et la sommation des notes, le classement des candidats par ordre de mérite, ainsi que la délibération incombent à un jury de correction et de délibération.

Les candidats peuvent, par l'intermédiaire de leurs représentants, assister à titre d'observateurs, aux opérations de validation, de correction et de délibération.

**ARTICLE 16 :** A l'issue des opérations de correction des épreuves, de relevé et de sommation des notes, le jury est convoqué par son président dans les quarante-huit (48) heures au plus tard, à l'effet de se prononcer sur les résultats du concours ou de l'examen professionnel.



Après épuisement des critères de notes et d'âge, il sera fait recours au tirage au sort.

Toute violation du secret des délibérations constitue une faute disciplinaire passible de sanction sans préjudice des sanctions pénales.

Ces résultats intègrent une liste d'attente dont le nombre est déterminé par le jury et classé par ordre de mérite.

Le Ministre chargé de la Fonction publique dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrables pour procéder au contrôle et à la publication des résultats par communiqué.

L'admission des candidats aux emplois paramilitaires n'est prononcée qu'après la visite médicale d'incorporation et de l'enquête de moralité.

L'admission définitive est prononcée par arrêté du ministre chargé de la Fonction publique dans l'ordre de classement établi par le jury.

**ARTICLE 24** : Sous réserve du respect des règles de transparence et d'égalité de chance, des dérogations à ce régime général peuvent être autorisées par décret pris en Conseil des Ministres. Ces dérogations peuvent concerner l'administration des examens professionnels et des concours ou le choix et la nature des épreuves.

**ARTICLE 25 :** Les candidats admis qui ne se sont pas présentés à l'administration dans un délai de quinze (15) jours sont déclarés défaillants à compter de :

- la date de leur convocation pour ceux qui ne sont pas astreints à une formation après le recrutement ;
- la date de la rentrée dans l'école de formation pour ceux qui sont astreints à la formation après le recrutement.

Toute défaillance parmi les candidats admis est comblée par les candidats de la liste d'attente dans l'ordre de classement établi par le jury et jusqu'à épuisement de celle-ci.

Les responsables des ressources humaines des ministères et institutions et les responsables des écoles de formation professionnelle doivent prendre les dispositions nécessaires pour déclencher la procédure d'appel des candidats de la liste d'attente à partir du 16<sup>ème</sup> jour de la date de convocation ou



**ARTICLE 31** : Les examens professionnels sont ouverts aux agents de la Fonction Publique âgés de quarante- sept (47) ans au maximum et justifiant d'une ancienneté professionnelle déterminée par le décret d'organisation de l'emploi postulé.

Toutefois, les candidats aux examens professionnels ouverts en application des dispositions transitoires des textes portant organisation des emplois spécifiques des départements ministériels sont dispensés de la condition d'âge prévue à l'alinéa 1 ci-dessus.

## CHAPITRE IV : Les organes de pilotage des concours et examens professionnels

**ARTICLE 32 :** Il est créé, auprès du Ministère chargé de la fonction publique, une commission nationale et au niveau déconcentré, des comités régionaux et provinciaux de pilotage des concours directs et professionnels.

**ARTICLE 33** : Les attributions, la composition et le fonctionnement de la commission nationale et des comités régionaux et provinciaux de pilotage des concours directs sont fixés par arrêté du Ministre en charge de la fonction publique.

**ARTICLE 34** : Avant leur entrée en fonction, les membres de la commission nationale, des comités régionaux et provinciaux de pilotage des concours directs prêtent, devant le Tribunal de grande instance du ressort, le serment dont la teneur suit :

**« Je jure devant le peuple burkinabè d'accomplir, avec probité et dignité, la mission à moi confiée, de garder le secret des délibérations et d'œuvrer à garantir la transparence des concours et la crédibilité des résultats ».**

**ARTICLE 35 :** La commission nationale de pilotage et les comités régionaux de pilotage des concours dans une composition restreinte sont chargés de l'organisation des concours professionnels.

Cependant, le Ministre en charge de la fonction Publique peut faire appel à toute personne dont l'expertise est jugée nécessaire à l'accomplissement de ces missions.

**ARTICLE 36 :** Les charges de fonctionnement de la Commission nationale et des comités régionaux et provinciaux de pilotage des concours sont imputables au budget de l'Etat.

## CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES

**ARTICLE 37** : Toute fraude ou tentative de fraude commise par un agent de la fonction publique chargé ou non de l'organisation des examens professionnels et des concours, constitue une faute d'une extrême gravité passible de sanctions disciplinaires sans préjudice des sanctions pénales.

**ARTICLE 38** Tout candidat coupable de fraude ou de tentative de fraude avant, pendant ou après le déroulement des épreuves écrites, orales ou sportives voit sa candidature, le cas échéant, frappée de nullité et est, sans préjudice des sanctions pénales et/ou disciplinaires, suspendu de tout concours ou examen organisé par les services publics de l'Etat.

La durée de cette suspension prononcée par arrêté du Ministre chargé de la fonction publique, est de cinq (05) ans.

Lorsque la fraude porte sur les conditions d'ancienneté ou de diplômes requis, la durée de la suspension prévue à l'alinéa précédent est portée à six (06) ans et l'agent fautif ne peut prétendre ni à un stage de formation, ni à une nomination à une fonction publique pendant cette période.

Les élèves en formation professionnelle dans des établissements de formation et qui prennent part à des concours en violation des dispositions le leur interdisant, sont exclus de leurs centres de formation. De plus, ils sont suspendus de tout concours ou examen organisé par l'Etat pendant une durée de six (06) ans.

**ARTICLE 39** : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment les décrets n° 2008-502/PRES/PM/MFPRE/MEF/MJ/MATD du 11 août 2008 portant modalités d'organisation des examens professionnels et des concours et son modificatif n° 2009-153/PRES/PM/MFPRE/MEF/MJ/MATD du 27 mars 2009.

**ARTICLE 40** : Le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux et le Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 16 avril 2015

**Michel KAFANDO**

Le Premier Ministre

**Yacouba Isaac ZIDA**

Le Ministre de l'Economie  
et des Finances

**Jean Gustave SANON**



